

Le réveil arabe en chiffres : 'the wakerisk'

Eva Medina et Alejandro Lorca

Même s'il a déterminé l'éclatement des révoltes, le moteur du réveil arabe ne doit pas être cherché dans le domaine économique, mais politique

Alors que la crise est en train d'avoir un effet similaire sur les taux de chômage en général, les niveaux de pauvreté et l'inégalité sont pires dans les pays « sans révolution »

Tous les pays partagent un point : la demande de changements en termes de liberté et de transparence pour que les gouvernants regagnent la confiance de leurs citoyens

Depuis le mois de décembre 2010, le monde arabe a dû faire face à des événements que la littérature spécialisée et la presse occidentale ont baptisés *Printemps arabe*, mais que les auteurs préfèrent appeler le réveil arabe, conformément au nom qui leur a été donné dans la région. Ces événements se sont caractérisés par des désobéissances civiles ainsi que par des protestations de la citoyenneté qui exige des réformes à ses leaders politiques.

Depuis le début, plusieurs opinions ont été publiées sur les facteurs ayant déclenché le réveil arabe qui, sous ses différentes versions (protestations, révolte ou préguerre), s'est manifesté avec plus ou moins d'intensité selon les pays. Les régimes politiques dans le monde arabe sont très variés, et leurs histoires, économies et organisations sociales inégales. Et les résultats sont, jusqu'à ce jour, également différents. Il y aurait cependant un dénominateur commun qui justifierait le réveil arabe : un phénomène mené par une population jeune qui, dans un contexte de pauvreté, d'inflation du prix des aliments et de fort taux de chômage, se rebelle contre des leaders répressifs, dont la longue ancienneté au pouvoir a facilité l'accumulation de grandes fortunes par le truchement, dans bien des cas, de pratiques corrompues. Tout ceci, dans un monde où l'utilisation croissante d'Internet et des réseaux so-

ciaux accélère le processus de contagion entre les pays.

Les conséquences de ce mouvement libertaire inquiètent les différents interlocuteurs de la scène internationale. Les nations où se produisent ces mouvements, en raison de l'instabilité économique et des déséquilibres politiques qu'ils peuvent générer ; les autres nations arabes où ceux-ci ne se sont pas encore propagés, en raison de la menace qu'ils représentent pour la stabilité de leurs gouvernements ; et la communauté internationale en général, pour leurs effets en termes de pression sur le prix de l'énergie, l'augmentation de la pression migratoire ou la radicalisation du terrorisme et des courants extrémistes musulmans.

Dans un tel contexte, cet article présente la construction de l'indicateur « wakerisk », qui permettra d'attribuer un score aux pays en fonction de leur exposition à ces épisodes. Pour cette raison, et dans un premier temps, il sera nécessaire d'identifier le poids ou l'importance des facteurs déclenchant le réveil arabe sur le processus, ce qui permettra d'obtenir une pondération à partir de laquelle réaliser leur agrégation.

Le versant quantitatif de l'analyse nous oblige à utiliser des techniques mathématiques – une pratique peu courante dans l'analyse des relations internationales. Même s'il existe peu de revues et de centres de recherche

ayant réalisé une telle tâche, les auteurs de ce travail en sont de fermes défenseurs (il s'agit de l'une des principales caractéristiques du Master en économie et relations internationales : géopolitique et géoéconomie de l'Université autonome de Madrid – MERIGG).

Au regard de cette polémique, les relations internationales se trouvent dans une situation similaire à celle des sciences économiques dans les années vingt. À cette époque, des données ont commencé à être saisies sur des variables économiques que l'on pensait être des facteurs importants vis-à-vis de certains événements économiques, mais ce n'est qu'à partir de la décennie suivante que John Maynard Keynes, dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* construisait le cadre conceptuel dans lequel ces variables interagissaient. C'est l'apparition de la Société d'économétrie, et les travaux de la Cowles Commission dans les années trente, qui ouvrirent alors la voie de l'emploi généralisé des mathématiques en tant que langage d'analyse de l'économie. Depuis les dernières décennies, les relations internationales traversent une situation similaire. L'utilisation de techniques formalisées est aujourd'hui possible en raison de l'apparition périodique de données sociales et politiques permettant la quantification de variables importantes dans les relations internationales. Il existe une foule de données officielles et non

Eva Medina, professeur à l'Université autonome de Madrid et chercheuse au Master en Économie et relations internationales : géopolitique et géoéconomie-MERIGG de l'UAM ; Alejandro Lorca, Chaire Jean Monet et chercheur MERIGG. www.uam.es/merigg.es

officielles, recueillies par des fondations et centres d'études privés et publics, qui se multiplieront vraisemblablement à l'avenir. Dans le domaine des relations internationales, « le Keynes » nécessaire à la construction du cadre théorique au sein duquel évoluent et interagissent les variables n'est pas encore apparu, mais nous sommes certains qu'il le fera un jour.

Déclenchant du réveil arabe

Le réveil arabe ne s'est pas manifesté de la même manière ni avec la même intensité dans les différents pays de la région. Même si tous ces pays partagent des caractéristiques communes favorisant l'apparition de ces révoltes, la première question que nous nous posons est : pourquoi ne se sont-ils pas produits de façon plus généralisée ?

Nous pouvons distinguer clairement deux groupes de pays. Ceux où les protestations ont été plus intenses, que nous désignerons comme des pays « en révolution », parmi lesquels se trouvent le Bahreïn, l'Égypte, la Libye, la Syrie, la Tunisie et le Yémen ; et les autres, qui rassemblent les pays dits « sans révolution ». Il est probable que le comportement des facteurs déclenchant le processus n'ait pas été le même dans les deux groupes, c'est pourquoi la comparaison entre les deux permettra d'identifier les traits de caractère que partagent les pays « en révolution » et ceux qui les différencient des pays « sans révolution ».

Dans une base de données de près de 50 variables correspondant à plus de 170 pays, nous avons agrégé les informations de départ en employant la technique statistique des composantes principales, pour obtenir 11 facteurs (graphique 1) qui mesurent, sur une échelle de 0 à 10, ce que la littérature spécialisée en la matière définit comme les déclenchant du réveil arabe. Il semble logique de penser, par exemple, que si le chômage est l'un des facteurs déclenchant des révoltes, les pays dans lesquels celles-ci se sont mani-



Source : Elaboré par les auteurs à partir de données de la Banque mondiale, Center for Strategic & International Studies, Economist Intelligence Unit, Freedom House et Transparency International.

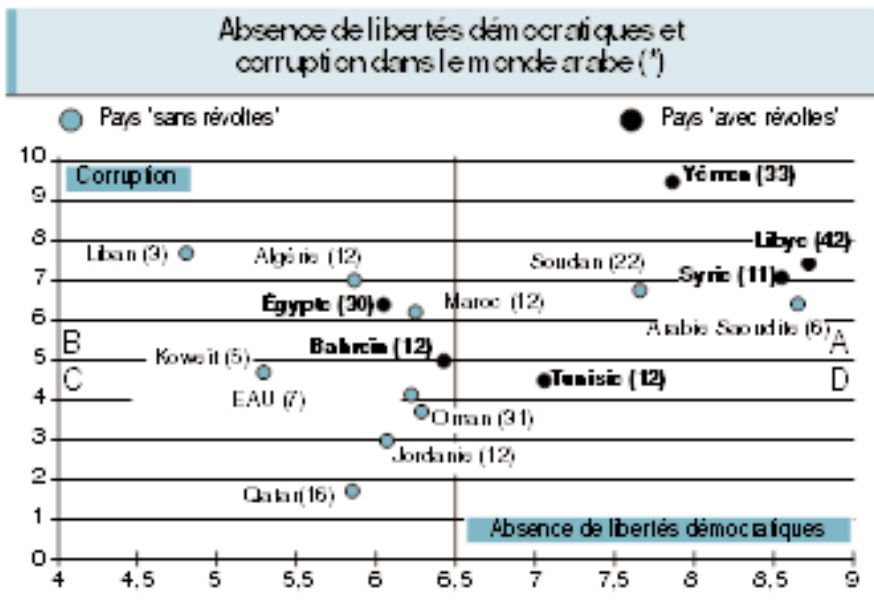
festées avec une plus grande intensité possèdent un score plus élevé que les autres, vis-à-vis de cette variable. De même, si ce facteur montrait des scores similaires dans les deux groupes, il ne s'agirait pas d'un facteur explicatif du réveil arabe, puisqu'un même niveau de chômage n'aurait pas produit un effet semblable dans tous les pays.

Pour détecter si les valeurs moyennes des facteurs sont significativement différentes dans les deux groupes, il a été réalisé une analyse de la variance (ANOVA) qui permet de comparer l'hypothèse de l'égalité des moyennes sur les valeurs des indicateurs des deux groupes. Le rejet de cette hypothèse permettra d'identifier les variables qui enregistrent un comportement différent dans les pays les plus instables et qui possèdent ainsi une plus grande importance en tant que facteurs déclenchant des protestations.

Les résultats révèlent que tous les facteurs déclenchant le réveil arabe identifiés d'un point de vue théorique n'ont pas eu la même importance dans le développement du phénomène. Ainsi, seules des différences statistiquement significatives ont été trouvées entre les moyennes des deux groupes pour les facteurs liés à l'absence de li-

bertés démocratiques, le nombre d'années au pouvoir et la corruption. Même si la différence des moyennes dans les domaines de l'éducation et de la pauvreté peut sembler élevée, la grande dispersion des données explique que cet écart n'est pas statistiquement significatif. Pour les autres variables – inégalité des revenus, absence de gouvernance, utilisation des technologies de l'information, pourcentage des dépenses alimentaires dans le budget des ménages, chômage et âge moyen de la population – les différences de moyennes n'étaient pas très élevées et n'étaient donc pas considérées comme significatives, d'un point de vue statistique.

Ainsi, les pays « en révolution » se caractérisent par des gouvernements au pouvoir depuis de nombreuses années, avec une forte corruption et des libertés démocratiques restreintes. En ce qui concerne les facteurs démographiques, il n'y a pas de grandes différences : dans les deux groupes, le poids de la population jeune est similaire, tout comme les niveaux éducatifs. Même si a priori, l'on pourrait penser que l'éducation est légèrement supérieure dans les pays « en révolution », comme il a dé-



(*) Cette présentation est indiquée le nombre d'années au pouvoir du dernier gouvernement de chaque pays. Source : Qatari par les au cours à partir de données de la Banque mondiale, Center for Strategic & International Studies, Economist Intelligence Unit, Freedom House et Transparency International

jà été indiqué, ces écarts n'étaient pas significatifs d'un point de vue statistique. En ce qui concerne les facteurs économiques, les valeurs enregistrées sont également très similaires dans les deux groupes, voire légèrement inférieures dans les pays n'ayant montré aucune protestation. Ainsi, alors que la crise économique actuelle est en train d'avoir un effet similaire sur les taux de chômage des deux groupes, les niveaux de pauvreté et l'inégalité des revenus sont même pires dans les pays « sans révolution », ce qui limite l'importance de ce facteur en tant que déclenchant du processus.

À partir de ces résultats, il est possible de conclure que le moteur du réveil arabe ne doit pas être cherché dans le domaine économique, mais politique. Il ne fait aucun doute que les aspects économiques sont présents chez les jeunes de la place Tahrir, et que ce sont eux qui ont déterminé l'éclatement des révoltes. Dans un contexte de pauvreté, où les fortes hausses des prix alimentaires se sont accompagnées d'une croissance rapide du chômage, surtout chez les jeunes, il s'est créé une masse de mécontentement ayant alimenté les révoltes. Néanmoins, même si le contexte économique général au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a été similaire, la

réponse n'a pas été la même dans tous les pays : les révoltes les plus violentes ont été enregistrées, non pas dans les pays connaissant les pires conditions économiques, mais dans ceux jouissant de moins de libertés et souffrant davantage de la corruption. Ce sont donc les aspects politiques qui constituent la motivation prédominante : ce que demande le réveil arabe à ses gouvernants, c'est à la fois transparence et liberté.

Quelle position occupe chaque pays ?

Si nous focalisons l'analyse sur les facteurs ayant le plus grand pouvoir explicatif du réveil arabe, nous pouvons classer les 16 pays analysés en quatre cadrans (graphique 2). L'axe horizontal mesure l'absence de libertés démocratiques, une variable qui augmente de gauche à droite, tandis que l'axe vertical mesure le niveau de corruption, qui croît de bas en haut : cela signifie que le cadran supérieur droit contient les pays les plus corrompus et subissant les plus grandes carences en matière de libertés démocratiques.

La première conclusion est la forte relation entre l'absence de libertés ci-

viles et la corruption : les pays ayant les gouvernements les plus répressifs sont également ceux qui enregistrent les plus hauts niveaux de corruption (cadrans « A »). Trois des six pays « en révolution » sont situés dans ce cadran (Yémen, Libye et Syrie) – des pays où la violence persiste au moment où nous rédigeons cet article, et frôle même la guerre civile. Tous ces pays partagent un trait de caractère, jusqu'alors non inclus dans l'analyse, car difficilement mesurable : l'existence d'un affrontement entre plusieurs factions. Dans le cas du Yémen et de la Libye, l'affrontement se produit entre tribus, mais en Syrie, c'est un problème de factions religieuses.

Les trois autres pays où des protestations ont également été enregistrées – l'Égypte, la Tunisie et le Bahreïn – sont plus proches de l'origine des coordonnées. Il s'agit de pays qui ont souffert un réveil arabe intense, bien que bref, qui dans le cas de l'Égypte s'est soldé par la prise du pouvoir par l'armée et, dans celui du Bahreïn, par l'intervention de l'Arabie saoudite. Ce sont des pays où l'armée joue en outre un rôle important : en Égypte et en Tunisie, celle-ci s'est imposée avec la promesse, pour certains douteuse, d'un changement vers un gouvernement de libertés et de transparence.

À l'intérieur du cadran « A » de plus haut risque se trouvent également deux pays, l'Arabie saoudite et le Soudan, où aucune révolte violente n'a été enregistrée. Dans le cas de l'Arabie saoudite, deux facteurs éviteraient l'apparition de la violence : d'une part, la capacité financière pour « acheter les protestations » grâce aux revenus du pétrole ; et d'autre part, un facteur religieux qui agit comme stabilisateur, à savoir le wahhabisme et sa structure de pouvoir à travers les mosquées. Le Soudan est également un pays à haut risque, aggravé par l'affrontement Nord-Sud. Bien que cette lutte ait fini par diviser, au mois de juillet dernier, le pays en Soudan et Soudan du Sud, le risque persiste en raison du conflit pour une zone pétrolière.

Le cadran « B » contient les pays à forte corruption, mais ayant plus de libertés que les pays du cadran « A ».

Indicateur «wakerisk» au monde arabe

Pays	«Wakerisk»	Absence de libertés démocratiques	Corruption	Années au pouvoir
1. Yémen	10,0	7,9	9,5	7,8
2. Libye	9,6	8,7	7,4	10,0
3. Syrie	9,3	8,5	7,0	2,3
4. Arabie saoudite	9,1	8,6	6,4	1,0
5. Soudan	8,6	7,7	6,8	5,0
6. Algérie	7,4	5,9	7,0	2,5
7. Maroc	7,3	6,2	6,2	2,5
8. Égypte	7,2	6,0	6,4	7,0
9. Tunisie	7,0	7,1	4,5	2,5
10. Liban	6,9	4,8	7,7	0,3
11. Bahreïn	6,8	6,4	5,0	2,5
12. Émirats arabes unis	6,3	6,2	4,1	1,3
13. Oman	6,1	6,3	3,7	7,3
14. Koweït	5,9	5,3	4,7	0,8
15. Jordanie	5,6	6,1	2,9	2,5
16. Qatar	4,9	5,9	1,7	3,5

(*) Les cases foncées représentent des valeurs à haut risque, le pays étant situé au-dessus du troisième quartile dans chaque indicateur ; les cases grises représentent des valeurs à risque modéré, le pays étant situé entre le premier et le troisième quartile dans chaque indicateur ; et les cases non grisées représentent des valeurs à faible risque dans la mesure où les pays sont situés au-dessous du premier quartile dans chaque indicateur.

Source : Élaboré par les auteurs à partir de données de la Banque mondiale, Center for Strategic & International Studies, Economist Intelligence Unit, Freedom House et Transparency International.

On y trouve le Liban, l'Algérie et le Maroc, où les gouvernements ont mis en marche plusieurs réformes, surtout au Maroc, mais dont l'effet apaisant sur les révoltes reste à voir. Alors qu'en Algérie, le gouvernement pourra « acheter pendant un certain temps les protestations », le gouvernement marocain n'a pas la capacité financière de le faire et devra avancer dans ses réformes, par exemple dans le domaine de la décentralisation du pouvoir, aujourd'hui aux mains du « Palais ».

Le cadran « C » contient les pays montrant la meilleure situation, à savoir jouissant davantage de libertés et d'une moindre corruption, et se trouvant donc loin d'un réveil arabe violent. Quoi qu'il en soit, dans un avenir proche, « l'effet contagion » pourrait envenimer la situation.

L'indicateur 'wakerisk'

Une fois identifiés les facteurs explicatifs du réveil arabe, il est possible de construire un indicateur qui, octroyant un score par pays, quantifie l'exposition au risque de chacun d'eux. Pour cela il a été réalisé une

analyse en composantes principales ayant permis de construire l'indicateur « wakerisk » qui rassemble 83 % de l'information apportée par chaque facteur de façon individuelle. Les résultats de cette analyse sont détaillés au Tableau 1, où les pays sont classés par ordre décroissant de risque.

Les pays montrant le plus fort « wakerisk » sont le Yémen (10), la Libye (9,6) et la Syrie (9,3), où la violence dans les rues les rapproche vers, ou a terminé, en une guerre civile. Dans le cas de la Tunisie (7,0) et de l'Égypte (7,2), où le réveil arabe, bien qu'intense, a été bref et a donné lieu à un processus de transition relativement rapide, le « wakerisk » montre des valeurs plus faibles. Comme déjà souligné plus haut, il s'agit de pays où le déroulement du réveil arabe pourrait être interprété comme un « putsch camouflé ». Entre les deux groupes, et donc montrant des valeurs élevées de « wakerisk », se trouvent des pays qui n'ont pas, pour l'instant, connu de réveil arabe. Il s'agit de l'Arabie saoudite, du Soudan, de l'Algérie et du Maroc. Le plus inquiétant est l'Arabie saoudite, compte tenu de son rôle essentiel dans l'offre du marché pétrolier. Toute interruption de sa production déclencherait un holo-

causte pétrolier. D'autre part, le fait d'être un producteur de pétrole, comme l'Algérie et le Soudan du Sud, génère une capacité financière suffisante pour maintenir une politique de subventions, une façon « d'acheter les désobéissances civiles » fréquente dans le monde arabe. Les pays ayant le moindre « wakerisk » sont le Qatar (4,9) la Jordanie (5,6), le Koweït (5,9), Oman (6,1) et les Émirats arabes unis (6,3).

Le panorama, nous l'avons vu, est très différent selon les pays. Chez certains, le « réveil » est devenu « pratiquement une guerre civile », où les dirigeants s'accrochent au pouvoir. Chez d'autres, où le « réveil » quoique violent a été bref, il est prévisible que la transition, qui est apparue avec une certaine rapidité, ne s'étende sur une période de longue durée. Il existe, en outre, un groupe de pays dans lesquels le risque d'un « réveil » est élevé, ce qui nous conduit, compte tenu de leur importance stratégique dans l'économie mondiale, à surveiller attentivement leur évolution. Néanmoins, tous les cas possèdent un point commun : la demande de changements en termes de liberté et de transparence, pour que les gouvernants puissent regagner la confiance de leurs citoyens. ■